

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 28 avril 2014 (2^{ème} séance)

Délibération n°COM-2014-04-02/22

OBJET : Création de la Commission d'Ouverture des Plis pour les délégation de service public

L'an deux mille quatorze, le lundi 28 avril, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la Mairie d'Anse-Bertrand sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice :

36

PRESENTS :

(31)

Mme ALPHONSE Epse TANCONS Louisiane, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DAULCLE Jacky, DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, M., Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

Conseillers Absents ayant donné procuration : 3

M. LOMBION Jean-Claude à M FRANCFORT Philipson

M. HUBERT Jean-Marie à M. BERNARD Jean-Luc

Mme MOUNSAMY Fritz à M. SIOUMANDAN Rénalt

Conseiller absent excusé : M. HILL Joseph,

Conseiller absent : MITEL Florent

A été élu secrétaire de séance : M. Harry ROUX

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2333-64 à L 2333-71 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'Agglomération ;



Considérant le renouvellement général des conseils municipaux, et à l'élection des conseillers communautaires, il appartient au Conseil Communautaire de la CANGT de recréer la commission d'appel d'offres de l'EPCI ;

Considérant qu'il est nécessaire de créer une commission chargée d'ouvrir les plis pour les délégations des services publics, composée du président de la communauté d'Agglomération ou son représentant et de cinq (5) membres titulaires et de cinq (5) membres suppléants de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Considérant que le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence, siègent également à la commission avec voix consultative;

Considérant que peuvent participer à la commission, avec voix consultative, un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Le Conseil communautaire ;

OUI l'exposé du Président

Après avoir délibéré et voté à l'unanimité.

DECIDE

ARTICLE 1 : De créer la commission d'ouverture des plis;

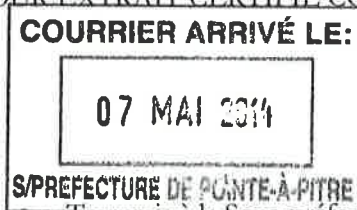
ARTICLE 2 : De composer cette commission du président, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus, du comptable de la collectivité ou son représentant, du représentant du ministre chargé de la concurrence avec voix consultative, d'un ou de plusieurs agents désignés par le président ;

ARTICLE 3 : De fixer la date des élections des membres de la Commission d'ouverture des plis lors de la prochaine séance du conseil communautaire;

ARTICLE 4 : Le Président, le Directeur Général des Services, le Comptable Public de la Trésorier de Port-Louis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus,

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME



- Transmis à la Sous-préfecture de Pointe-à-Pitre
- Notifié au Comptable Public de Port-Louis



La Présidente,
Gabrielle LOUIS-CARABIN
Gabrielle LOUIS-CARABIN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradom.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.